

**Vieillesse en santé**  
**La sécurité alimentaire chez les**  
**personnes âgées**

**Résumé de la revue de littérature**

Équipe de recherche Vieillesse en santé de l'INSPQ  
André Tourigny, Bassirou Labico Diallo, Alexis Guilbert-Couture, Lucie Bonin, Marie-Claude  
Messely, Laura Roseline Finken, Myriam Filion

Document de travail  
Décembre 2013

## I. Méthode

Comme signalé dans le résumé de trois pages de la revue de littérature sur la promotion des saines habitudes alimentaires chez les aînés, l'équipe Vieillesse en santé de l'INSP a procédé à une recherche de littérature grise portant sur la sécurité alimentaire en interrogeant les sites web des gouvernements des pays développés et des institutions ou ONG internationales impliquées. La recherche documentaire est organisée en respectant certaines consignes.

- Faire une recherche sur la sécurité alimentaire des personnes âgées, en ciblant plus les politiques et les plans locaux concrets<sup>1</sup> et moins les politiques nationales trop globalisantes;
- Ne pas recenser les documents sur l'obésité (champ exploré par d'autres)
- Ne sélectionner les stratégies sur les comportements qu'à un niveau de priorité secondaire;
- Tenir compte des facteurs de risque de l'insécurité alimentaire<sup>1</sup>.
- **Interroger prioritairement** le site de l'INSP, puis Google ou autres comme Trove et les sites officiels des pays reconnus fortement impliqués, comme les pays scandinaves, le Royaume-Uni ou l'Australie.
- Utiliser les documents de références comme le *Madrid International Action Plan on Ageing*<sup>2</sup>, la « Mesure de l'environnement alimentaire au Canada<sup>3</sup> » et le Programme innovateur de nutrition pour les personnes âgées aux É-U.A.<sup>4</sup>.

Pour cerner la thématique, les mots clés de la formule de recherche sont choisis dans la famille de mots qui définissent la sécurité alimentaire, notamment<sup>1,4</sup> : l'offre et l'accès aux aliments santé, les connaissances et le pouvoir d'achat pour faire le bon choix et, les habiletés et capacités à préparer les repas.

Ensuite, les mots clés équivalents sont formulés en anglais : *knowledge about healthy eating, purchasing, income, food purchasing power; skills and abilities to prepare meals; food availability : quantity, affordable, accessible; Food Insecurity, Food Availability, Food Accessibility; Program, ageing, healthy eating, food purchase, skills and abilities, food availability.*

Enfin, le thème central « sécurité alimentaire » est défini en anglais comme suit :

- **Food security**<sup>5</sup>: *Food security refers to the ability of individuals, households and communities to acquire appropriate and nutritious food on a regular and reliable basis, and using socially acceptable means. Food security is determined by the food supply in a community, and whether people have adequate resources and skills to acquire and use (access) that food. A common definition states that 'food security exists when all people at all times have both physical and economic access to sufficient, safe and nutritious food that meets their dietary needs for an active and healthy life' (Food & Agriculture Organization 2011).*
- **Food insecurity**<sup>5</sup> : *Food insecurity can refer to the following: not having sufficient food; experiencing hunger as a result of running out of food and being unable to afford more; eating a poor quality diet as a result of limited food options; anxiety about acquiring food; or having to rely on food relief. Il existe bien d'autres définitions<sup>6</sup>.*

## II. Résultats de la recherche

La visite du site de l'INSPQ est faite en passant par le menu « politiques publiques », puis le site du comité de collaboration nationale des politiques publiques et santé (CCNPPS). Les publications du CCNPPS ont été revues, notamment celles de 2 013 à 2 010, ainsi que le Répertoire des plans d'action gouvernementaux et de la littérature grise en matière d'alimentation, d'activité physique et d'obésité (Archives des nouveautés). Le Québec a élaboré un plan d'action de promotion des saines habitudes de vies et de prévention des problèmes reliés au poids, à l'intention de la population générale<sup>7</sup>. Les documents exclusivement réservés à la sécurité alimentaire des personnes âgées sont rares<sup>1</sup>. Plus souvent, les politiques alimentaires pour les personnes âgées sont intégrées dans les plans nationaux.

Certains pays ont élaboré des plans d'action sur la sécurité alimentaire axés sur la population générale :

- Pays de Galle : <sup>8</sup>
- Angleterre : *Choosing a better diet* (pour les enfants);
- Nouvelle-Écosse : *Healthy Eating*;

- Nouvelle-Zélande : *Healthy Eating – healthy Action (HEHA)*;
- Denmark: *Healthy throughout Life - the targets and strategies for public health policy 2002-2010*;
- Écosse : *Eating for Health - Meeting the Challenge 2004*;
- Suède : *Action plan for healthy dietary habits and increased physical activity*;
- France : Programme National Nutrition-Santé (PNNS) 2011-2015.

D'autres pays ont élaboré des plans nationaux de sécurité alimentaire en ciblant explicitement les personnes âgées comme sous-groupe vulnérable, souvent en même temps que les femmes enceintes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap ou les personnes économiquement défavorisées. Ce sont la Bulgarie<sup>10</sup>, l'Australie (Eat Well Australia<sup>11</sup>; National Food Plan<sup>12</sup>) et les É.U.A. (*Healthy Food Access*)<sup>13</sup>.

### **Bulgarie<sup>10</sup>**

Les personnes âgées constituent 25 % de la population totale du pays. Elles sont une population à risque de malnutrition (alimentation inadéquate, aliments de mauvaise qualité), des maladies interférant avec l'alimentation, du revenu faible et de la solitude. Les apports quotidiens moyens de nombreuses vitamines (thiamine, riboflavine, la vitamine C et l'acide folique) et de minéraux (fer, zinc, calcium, magnésium) sont inférieurs aux valeurs recommandées, notamment dans les groupes à risque : personnes à faible revenu, les enfants, les adolescents, les femmes enceintes et les personnes âgées. Les programmes spécifiquement destinés aux personnes âgées sont intégrés dans le plan d'action global

Mesures locales prises pour soutenir le régime alimentaire des personnes âgées, en particulier les personnes économiquement défavorisées, vivant en institution ou souffrant d'invalidité :

- offrir une assistance sociale aux personnes âgées, surtout celles qui souffrent de maladies chroniques de défaillance physique/intellectuelle ou qui sont économiquement défavorisées;
- soutenir les cantines existantes et ouvrir de nouvelles : sous la responsabilité collective de l'assistance sociale, municipalités, ONGs et groupes orthodoxes, de 2 007 à 2 010;

- assurer l’approvisionnement des contrées reculées du pays, sous la responsabilité collective des producteurs d’aliments (fermiers), l’industrie alimentaire de Bulgarie (Bulgarian Association of Food and Beverages Industry), le ministère des Finances, le ministère de l’Économie et de l’Énergie, de 2 006 à 2 009;
- développer et mettre en œuvre des mécanismes d’incitation de la production d’aliments préparés convenables aux personnes âgées : sous la responsabilité collective des industries alimentaires, du ministère des Finances, du ministère de l’Économie et de l’Énergie, de l’association bulgare pour l’industrie alimentaire et des breuvages (Bulgarian Association of Food and Beverages Industry), et l’Organisation de la direction générale;
- former les fournisseurs de soins pour personnes âgées, sur les saines habitudes alimentaires : sous la responsabilité collective des fournisseurs de soins, l’inspection régionale pour le contrôle et la protection en santé publique (Regional Inspectorate for Control and Protection of Public Health), le centre de protection en santé publique (National Center of Public Health Protection).
- voter et appliquer la loi sur l’utilisation du territoire urbain et des alentours par les personnes âgées et pour la culture : sous la responsabilité collective des autorités municipales, du ministère du Développement régional et des Travaux publics (Ministry of Regional Development *and Public Works*), de 2 008 à 2 010.

**Australie** (*Eat Well Australia (EWA)*)<sup>11</sup>

EWA a été développé par le *Strategic Inter-Governmental Nutrition Alliance* (SIGNAL), une division de l’*Australian National Public Health Partnership* en reconnaissance du rôle vital que jouent l’alimentation et la nutrition dans la santé et le bien-être de tous les individus. En effet, les auteurs reconnaissent qu’il y a plusieurs causes possibles de l’insécurité alimentaire : pauvreté, éloignement et accès géographique limité à la nourriture, fragilité, isolement social et maladies chroniques. Ensemble, les causes peuvent facilement aggraver la situation comme c’est le cas pour les Australiens autochtones qui ont un revenu faible, vivent dans les communautés éloignées, qui sont souvent coupés de services, ou pour les personnes âgées vivant seules avec une maladie

chronique. Les personnes handicapées sont souvent confrontées à des coûts supplémentaires en raison de l'invalidité. Dans le cadre d'EWA, les groupes de la communauté qui sont considérés comme plus à risque de malnutrition pour des raisons structurelles et les contraintes financières sont :

- Les personnes à revenu faible;
- les personnes handicapées (physique, intellectuel et du développement);
- les personnes souffrant de maladies chroniques (y compris les personnes ayant des problèmes de santé mentale);
- les personnes atteintes de démence;
- **les personnes âgées et fragiles;**
- les réfugiés, alcooliques ou toxicomanes, et les personnes sans-abri.

Les stratégies qui concernent les personnes âgées ont pour objectifs : Agir sur les politiques sociales pour rendre les aliments santé disponibles, accessibles et abordables, surtout pour les groupes vulnérables. Le programme est placé sous la responsabilité du gouvernement en collaboration de toutes les parties prenantes de tout le processus de l'alimentation. Pour ce faire, les actions envisagées sont :

- prendre en compte les questions alimentaires dans les interventions de santé publique destinées aux personnes vulnérables;
- réaliser des études de faisabilité et d'impact potentiel des politiques sur la santé publique, par exemple le fisc ou les pensions ou d'autres instruments économiques en lien avec les saines habitudes alimentaires;
- identifier les besoins de recherche autour de l'impact nutritionnel de la pauvreté et d'autres désavantages;
- élaborer des positions stratégiques sur la base de l'étude de faisabilité et de recherche;
- examiner les modifications de la politique à la suite des études.

Les capacités pour la mise en œuvre reposent sur les ressources de l'étude de faisabilité; le cadre politique; et le soutien de haut niveau pour les négociations politiques et interministérielles

**É-U.A.**

## **L'accès à une alimentation saine (*Halhy Food Access [HFA]*) <sup>13</sup>**

HFA comprend plusieurs initiatives locales : Agricultural Preservation, Local Food , Urban Agriculture, Farmers' Markets, Healthy Food Retail et les Emergency Food and Food Assistance. Ces stratégies visent à préserver la production, la distribution et la consommation de produits alimentaires locaux de bonne santé, selon une vision à court, moyen et long terme :

- préserver les terres cultivables : préserver les caractéristiques de fertilité; réserver de grandes superficies; contester les plans de développement non compatibles à long terme avec la productivité agricole;
- promouvoir l'agriculture des petites fermes (attribution de superficies, services, visites); appliquer un zonage des districts qui favorise la mise en valeur agricole (services de zonage et de rezonage de districts) et qui ne dépasse pas les densités prévues par les ressources agricoles;
- lutter contre l'urbanisation, les exploitations commerciales ou industrielles, sauf dans les conditions suivantes : zones inappropriées pour l'agriculture et le nouveau plan n'affecte pas les exploitations agricoles; absence d'alternatives viables prévues dans les plans; un important bénéfice public est compromis

## **2. Documents répertoires de politiques/programmes**

### **Initiatives américaines de nutrition pour les personnes âgées**

#### ***Elderly Nutrition Program (ENP) aux É-U.A.*<sup>4</sup>**

**S'occupe principalement de l'accessibilité (distribution d'aliments frais ou cuits) et spécifiquement des personnes âgées.**

ENP est le plus grand programme d'assistance nutritionnelle du ministère de la Santé et des services sociaux aux É-U.A. Plus de 4 000 projets de nutrition rassemblent et livrent des repas à domicile, dispensent l'éducation nutritionnelle, donnent des conseils en nutrition et font le dépistage de la malnutrition et l'évaluation des activités. Dans certains cas, ENP fait la promotion de la santé et fournit des services de référence pour environ 3,2 millions de personnes âgées, dont plusieurs ont des problèmes de santé et de déficiences fonctionnelles. Comme la population des personnes âgées ne cesse de

croître et que le financement devient plus rare, les défis sont de plus en plus grands pour répondre efficacement aux besoins.

Des projets ENP ont mis en œuvre à travers le pays, diverses stratégies et activités novatrices pour relever les défis actuels. Le rapport dans le document référencé présente un aperçu des activités entreprises à travers le pays afin de créer des partenariats de financement public-privé innovateurs et atteindre les personnes âgées à risque, les quartiers mal desservis, les personnes à faible revenu ou isolées. Environ 200 programmes de nutrition ont été évalués, sur la base d'informations issues des sites Web, des recommandations des professionnels de la nutrition, et par les organisations professionnelles reconnues en programmes d'innovation. La partie I présente entre autres des exemples fournis sur la façon dont ces questions ont été abordées. Dans la Partie II, des études de cas de projets ENP innovateurs et spécifiques sont présentés plus en détail.

Le rapport peut être utilisé pour prendre connaissance des principaux programmes mis en œuvre et évalués dans différents États des É-U.A. Des liens internet conduisent aux documents originaux, notamment :

- Loaves & Fishes (Portland, Oregon) qui fournit des repas chauds à plus de 1.000 personnes âgées, dessert 20 sites de distribution à travers deux comtés, pendant 2.750 autres reçoivent des aliments non préparés de Meals-on-Wheels.
- Healthy Aging Partnership (Washington);
- Senior Services of Seattle/King County Washington;
- Healthy Aging Coalition of Northern California;
- Delaware Division of Services for Aging and Adults with Physical Disabilities.

**Initiatives canadiennes pour l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire (The report Urban Agriculture and Food Security Initiatives in Canada) <sup>14</sup> :**

**Elles traitent de l'offre, de l'accès, du pouvoir d'achat ou des connaissances selon les cas - cible spécifiquement les personnes âgées dans certains cas.**

Le Centre international de recherche sur le développement a entrepris en 1998 une enquête sur les ONGs canadiennes, pour donner un aperçu sur les efforts consentis par les communautés pour créer des réseaux d'alimentation plus justes et durables. Le but

était de renseigner les chercheurs et le grand public sur les organisations qui travaillent sur divers aspects de la sécurité alimentaire et faire connaître les organisations communautaires efficaces. En plus de ces informations, le rapport présente une bibliographie, une liste des ressources et un répertoire des ONGs locales citées dans le texte.

### **Production urbaine des aliments – Offre et accessibilité**

Jardinage communautaire : *City Community Gardening Program (Montreal)*

- Contemporary Community Gardening in Canada
- Eco-Initiatives (Montreal)
- Mennonite Center for Newcomers (Edmonton)
- Greenest City (Toronto)

Jardinage sur les toîts (Rooftop Gardening)

- Rooftop Garden Resource Group (Toronto)
- Urban Gardening and Urban Farms

Promotion de l'agriculture organique et compostage

- Annex Organics (Toronto)
- City Farmer (Vancouver)
- Composting Council of Canada (Toronto)
- Can-AG (Western Canada)

### **Mesures alternatives de la distribution alimentaire — Accès**

- FoodShare (Toronto)
- A SEED (Montreal)
- Farmers' Markets (Ontario)
- East Vancouver Farmers » Market

### **Mesures pour l'accès, l'achat, les connaissances et les habiletés**

Mesures alternatives pour l'achat

- *Food Cooperatives and Buying Clubs: Ontario Natural Food Co-op*
- *The Good Food Box: Field to Table* (Toronto)
- Cuisines communautaires : Regroupement des Cuisines Collectives du Quebec;  
*Community Kitchens Vancouver*

Distribution alimentaire gratuite

- Association canadienne des banques alimentaires
- Banques alimentaires de Cambridge (*Self-Help Food Bank*)

#### Éducation et information nutritionnelles

- *Oxfam-Canada*
- *Environmental Youth Alliance* (Vancouver)
- *Permaculture Community Action Worknet* (Ontario)
- *LifeCycles* (Victoria)

#### **Politiques et réseaux pour l'alimentation**

- *FarmFolk/CityFolk* (CB)
- *Earth Keeping* (Edmonton)
- *Scarborough Hunger Coalition*
- *Toronto Food Policy Council*
- *Prince George Food Security Network:*
- *Toronto Food Research Network (TFRN)*

***FarmFolk/CityFolk en Colombie Britannique (CB)*** : *FarmFolk / CityFolk (FF/ CF)* est un réseau à but non lucratif de ressources d'information pour les particuliers et les organisations concernées par la nourriture, l'agriculture, la santé et l'environnement. Créé en 1993, il se concentre sur la production locale et la consommation d'aliments santé en CB; et favorise la recherche sur les questions alimentaires. À cette fin, FarmFolk / CityFolk offre un service public de bibliothèque sur les questions alimentaires, un bulletin trimestriel d'informations sur la politique agricole, sur les événements et les actualités des projets. FarmFolk / CityFolk met en réseau les fermiers « bio », les fermiers orientés vers le futur et les organisations pour l'accès aux terres cultivables et le jardinage. Il administre une base de données des organismes de sécurité alimentaire, appuie les initiatives d'agriculture communautaire, les entreprises de livraison d'engrais organiques et les projets de jardinage communautaire en CB. Il organise des ateliers d'éducation et réunit des chefs, des restaurateurs et des agriculteurs locaux pour célébrer la production alimentaire en C.B.. FarmFolk / CityFolk facilite la recherche-action sur les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires. Il conduit une étude sur le système alimentaire de la C.B. en regardant tous les aspects de la

répartition régionale actuelle de la nourriture, ainsi que l'histoire sur le développement du système alimentaire (fruits et légumes entre autres).

FarmFolk /CityFolk travaille avec les conseils de la santé et du secteur de l'aide alimentaire, dirige l'organisation de la politique alimentaire de Vancouver et facilite le développement et le réseautage des organisations locales de la politique alimentaire dans quarante collectivités de la province. Il collabore pour produire un plan de mise en œuvre sous la forme d'un plan d'affaires entre l'industrie et les collectivités. Il supervise plusieurs projets.

**La préservation des terres cultivables *Earth Keeping* à Edmonton :** Initié en 1973, *Earth Keeping* regroupe plus de 250 familles d'agriculteurs et des gens de la ville pour créer un système alimentaire et agricole qui reflète la justice, de l'entre-aide et de la compassion dans la production alimentaire, la distribution et la consommation. Les activités principales portent sur la recherche et l'élaboration de politiques sur les questions alimentaires telles que l'utilisation des terres, le développement durable de l'agriculture favorable à l'environnement, le commerce, la sécurité alimentaire durable et le maintien des exploitations familiales. Une autre priorité est l'éducation publique qui vise à relier les producteurs d'aliments et les consommateurs, examiner la relation entre les choix du consommateur et les approches communautaires durables dans la résolution des problèmes. Ils travaillent en partenariat avec le *Forum Agriculture* et avec l'*Alberta Environment Network*.

**La Coalition contre la faim de Scarborough *Scarborough Hunger Coalition (SHC)* Toronto :**

La Coalition contre la faim Scarborough (SHC) est la voix unie de la communauté Scarborough contre la faim de plus de 100 membres : représentants des collectivités, services de santé, églises, hôpitaux et commissions scolaires. La coalition est liée aux banques alimentaires, aux jardins et cuisines communautaires, aux clubs d'achats de nourriture et à un projet de glanage. L'année dernière SHC a reçu des fonds pour étudier la faim dans la région de Scarborough; cette recherche est utilisée pour pousser le conseil municipal à accroître son soutien contre la faim.

**Le Conseil pour la politique alimentaire** *Toronto Food Policy Council (TFPC)*

TFPC est un sous-comité du Conseil de santé de Toronto de 21 membres, créé en 1990 pour faciliter l'action collective sur les questions de l'alimentation. Ses membres sont des représentants des grandes sociétés agroalimentaires, les fermes conventionnelles et biologiques, les coopératives, les syndicats, les groupes confessionnels pour la justice sociale et le Conseil municipal. TFPC est un organe de facilitation : élabore des documents de travail pour encourager les discours et l'action sur les questions alimentaires; trouver des moyens pour réduire la dépendance des banques alimentaires; aider les collectivités à recueillir des fonds pour l'accès à la nourriture; amener les gouvernements à diriger les fonds vers l'alimentation; éduquer les citoyens sur les choix d'aliments sains et aider dans la création de nouvelles opportunités économiques. Il édite un bulletin d'information, organise des programmes d'annonce publique, coordonne les activités de sécurité alimentaire, et mène des recherches sur le système alimentaire. Ses projets actuels incluent la coordination d'une conférence *Feeding the City* et la collaboration avec *FoodShare* pour cataloguer tous les projets alimentaires dans le *Metro Toronto* afin de servir la communauté (*FoodLink Hotline*).

Le CPAT a contribué à la création du Groupe de travail interministériel sur l'agriculture urbaine qui évalue les capacités des municipalités à accroître la production alimentaire de la ville. Les recommandations du groupe ont été adoptées par le Conseil en 1993, la mise en œuvre est en cours. Pour avoir réussi des initiatives innovantes de soutien pour l'accès aux denrées alimentaires, l'organisation communautaire dans sa diversité, le développement du réseau et l'introduction de la sécurité alimentaire dans le programme politique, TFPC représente un modèle pour les municipalités de partout en Amérique du Nord.

**Le réseau pour la sécurité alimentaire de Prince George** *Prince George Food Security Network (PGFSN)* : Dessert plus de 80.000 habitants, s'oriente vers la construction d'un système d'alimentation de remplacement dans la partie intérieure nord de la C.B.. Depuis près de deux ans, le réseau regroupe des représentants du conseil d'administration de la santé, des universitaires, des groupes confessionnels, des

agriculteurs, des consommateurs, des étudiants et des citoyens confrontés à la famine.

PGFSN tient des réunions mensuelles, procède à des évaluations des besoins communautaires, publie un bulletin et une série de conférences, et soutient des projets d'action alimentaire qui renforcent la sécurité alimentaire locale. Ces projets comprennent le *Prince George Community Gardening Society*, le développement des cuisines communautaires et des clubs d'achats de nourriture, l'aide aux exploitations agricoles communautaires et l'établissement d'un site permanent pour les marchés des agriculteurs locaux. Actuellement, PGFSN travaille avec *FarmFolk /CityFolk* sur une analyse de situation de base qui permettra de soutenir les collectivités de la C.B. dans leurs efforts de coordination des systèmes alimentaires locaux. En pleine expansion, le PGFSN est un modèle de réseautage à grande échelle, qui œuvre pour la sécurité alimentaire, et qui relie les communautés rurales et urbaines d'une vaste zone géographique.

**Le réseau de recherche pour l'alimentation de Toronto** — *Toronto Food Research Network (TFRN)*: créé en août 1995 par des praticiens, des chercheurs et des universitaires qui partagent un intérêt pour la recherche sur la sécurité alimentaire. Préoccupés par les menaces croissantes à la sécurité alimentaire de leurs communautés, les membres TFRN ont décidé de se réunir une fois par mois pour partager les résultats des recherches, échanger des informations, et développer la recherche conjointe et enseigner à propos des initiatives de la sécurité alimentaire (dans un cadre informel et coopératif). TFRN a organisé des réunions mensuelles au cours de l'automne 1995 et le printemps 1996. Actuellement, elle compte plus de 75 membres et collabore avec Ryerson Food Research Network.

### **Autres programmes en détail**

**ECO-INITIATIVES (MONTREAL)** : Grâce à une approche globale de programmation, Eco-Initiatives travaille à améliorer l'accessibilité à la nourriture chez les personnes âgées et à faible revenu de Montréal. Il enseigne aux gens comment jardiner et coordonne un réseau de jardins de basse-cour, partage la récolte entre les membres du réseau et les

banques alimentaires. Le projet implique 20 producteurs et entretient un partenariat avec les centres de santé communautaires afin de mettre en œuvre des projets en matière de santé prénatale, l'éducation nutritionnelle et les cuisines communautaires. Eco-Initiatives a des liens internationaux avec des initiatives de jardinage communautaire à Cuba et travaille en étroite collaboration avec un spécialiste de Cuba pour mettre en place leur jardin expérimental de *permaculture*. Eco-initives a inauguré le premier jardin collectif à Montréal<sup>15</sup>

FOODSHARE (TORONTO) : fondée en 1985, FoodShare est mandatée pour coordonner les services alimentaires gratuits à Toronto. Au fil des ans, FoodShare a élargi son champ d'action pour embrasser l'ensemble du système alimentaire — comment la nourriture est produite, distribuée et consommée. Il a développé une approche globale de l'alimentation, en traitant des questions de faim, de nutrition, de pauvreté, de justice sociale et d'environnement. Pour chercher des solutions à long terme à la faim, FoodShare a mis en place des programmes alimentaires d'accès tels que les clubs d'achat coopératifs. <http://www.foodshare.net/news/food-security/>

L'organisation Montréalaise de l'Action pour la solidarité, l'égalité, l'environnement et le développement *Action for Solidarity, Equality, Environment and Development* de la Province de Québec (A SEED PQ)s'occupe de la recherche et de l'éducation du public sur les questions relatives à l'environnement et la justice sociale. Créée en 1992, A SEED a concentré ses actions principalement sur des projets de la sécurité alimentaire et du transport écologique. A SEED a deux initiatives agricoles. Il coordonne un réseau de prise en charge communautaire des projets d'agriculture au Québec et il a initié Ensemble dans la Zone verte (*Together in the Green Zone*), un projet de jardinage collectif des terres en jachère à la périphérie de Montréal (pour fournir de la nourriture aux familles à faible revenu) et à la formation des employés pour le jardinage.

NB : SEED existe aux Pays-Bas (Post Box 92066 Amsterdam, Noord-Holland 1090 AB). <http://orgs.tigweb.org/action-for-solidarity-equality-environment-and-development-a-seed>.

EAST VANCOUVER FARMERS » MARKET est un programme alimentaire de marché axé sur le développement communautaire, créé en 1995, par un partenariat des organismes communautaires et des habitants. Initialement parrainé par *FarmFolk /CityFolk*, il est maintenant un organisme indépendant sans but lucratif géré par du personnel à temps partiel. Le programme, avec plus de 40 fournisseurs, a attiré 3000-5000 clients en 22 semaines de mai à octobre. Un des objectifs du programme est de travailler en étroite collaboration avec la communauté pour prendre en charge plusieurs initiatives d'action et d'éducation. Les espaces libres sont réservés chaque semaine aux organismes communautaires pour éduquer le public au sujet de leurs services. Le programme s'organise pour avoir un nutritionniste et un maître-jardinier pour donner des conseils publics gratuits une fois par mois. En outre, il publie un bulletin mensuel *The Bumper Crop* qui vient compléter l'échange d'expériences par des informations sur des recettes, des événements communautaires, des systèmes agricoles, l'horticulture et la nourriture. Informations : Devorah Kahn, East Vancouver Farmers' Market, 3242 Woodland Drive, Vancouver, BC V5N 3R4 Tel : (604) 879-3276 Fax : (604) 875-9631

## **Initiatives du RU<sup>16</sup>**

### **Initiatives locales de Politiques alimentaires**

**Le système d'alimentation communautaire à Waterloo<sup>17</sup> s'occupe de l'offre, de l'accès, du pouvoir d'achat ou des connaissances selon les cas.**

D'après les auteurs, la sécurité alimentaire passe par une vision globale de la santé qui va au-delà de la nutrition de l'individu. Le modèle de la stratégie *Towards a Healthy Community Food System for Waterloo Region* s'appuie sur le développement économique régional par le partenariat, le *Regional Growth Management Strategy (RGMS)*. L'approche du modèle est centrée sur la santé de la population en lien avec l'environnement, l'économie et la vie communautaire. Le modèle lui-même comprend les trois entités reliées des secteurs primaire (production), secondaire (transport/traitement) et tertiaire (de redistribution/consommation) de l'économie.

Le nouveau système est inspiré des expériences issues de l'analyse de la situation en

matière d'alimentation de Waterloo. Bien que Waterloo soit identifié comme étant une région agricole riche au-dessus de la moyenne du pays, le constat est préoccupant :

- 58 % des habitants ne consomment pas suffisamment de fruits et de légumes, par rapport aux recommandations canadiennes des saines habitudes alimentaires;
- la consommation de fibres alimentaires est insuffisante alors que celle des aliments gras est excessive;
- 47 % de la population n'habite pas à une distance raisonnable de marche pour accéder à une épicerie;
- 42,4 % des ménages ont un revenu modeste et sont en insécurité alimentaire (ne pas manger à sa faim, soucis de ne pas gagner assez de nourriture ou ne pas avoir accès aux aliments de son choix par manque d'argent);
- l'utilisation des banques alimentaires a augmenté de 11 % de 2 002 à 2 004.

Le Canada importe 40 % des légumes et 80 % des fruits consommés dans le pays. A l'échelle de Waterloo, la proportion des vendeurs de 8 légumes différents produits localement est inférieure par rapport à l'Ontario. D'après différentes personnes clés interrogées (fermiers, détaillants), la production locale et la vente sont confrontées au manque d'information du consommateur quant aux lieux de vente des produits locaux, et aux prix imbattables des produits importés qui sont plus souvent disponibles et de meilleure qualité.

De la concentration dans la chaîne : Le tiers des grandes fermes canadiennes (> 100 000 \$ de chiffre d'affaires) fournit 87 % de la production et accapare 75 % des remboursements du programme agricole (*agricultural program payments*). Ainsi, le nombre de fermes diminue pendant que la taille augmente. A Waterloo, les 5 premiers employeurs dans le secteur secondaire (traitement et distribution) détiennent 55 % de tous les emplois, ce qui rend l'économie locale dépendante et très vulnérable à cause du risque des décisions de délocalisation par exemple. Dans le secteur tertiaire, seulement quatre chaînes de distribution alimentaire détiennent 71 % des parts de marchés dans les 35 supermarchés de la région où les habitants s'approvisionnent pour 77 % de leurs dépenses d'alimentation. Nous passons les conséquences sociales et environnementales.

Les tendances réactives ou structurées s'orientent vers :

- la production-vente qui permet aux fermiers de vendre en augmentant leurs profits de 50 %;
- les fermes marchés qui offrent aux clients des produits frais, en prenant place dans le marché plutôt que de viser la vente totale (*holesale*);
- Food Box Programs & Community Shared , un système de vente groupé des fermiers (par exemple, Food Box dessert 21 sites dans la région);
- l'agriculture urbaine qui protège l'environnement, augmente la productivité des aliments de bonne qualité, économise l'énergie et combat la pauvreté et l'isolement social.

Le but est de créer un système dans lequel tous les résidents ont accès et peuvent acheter des aliments sains, nutritifs et culturellement acceptables, aliments produits d'une manière écologiquement durable et qui soutienne les collectivités rurales. Les objectifs sont :

- S'assurer que tous les habitants peuvent acheter les aliments dont ils ont besoin pour rester en santé;
- Préserver et protéger les terres agricoles de Waterloo;
- Renforcer les connaissances des consommateurs en matière d'alimentation
- Augmenter la diversité des aliments disponibles de sorte que le choix des aliments sains soit facile à faire;
- renforcer la viabilité des fermes qui vendent localement pour préserver l'économie et la culture des communautés rurales;
- Renforcer l'alimentation qui repose sur l'économie locale;
- Créer un partenariat pour la mise en œuvre du plan.

### **Programmes locaux choisis pour inspirer la mise en œuvre**

Seuls ceux qui peuvent concerner les personnes âgées sont rapportés.

### **En lien avec l'Offre**

**Le New York Greenmarket**, un programme du Conseil de l'environnement de New York, promeut l'agriculture régionale et assure un approvisionnement de produits locaux frais pour les habitants à l'aide de marchés fermiers de plus petite taille, en plein air. Plus de 175 producteurs vendent dans 54 marchés toute l'année, y compris dans la proximité des stations de transport en commun. En fournissant aux agriculteurs familiaux régionaux la possibilité de vendre leurs fruits, légumes et autres produits agricoles localement, Greenmarket aide à préserver les terres agricoles pour l'avenir. Il dessert également plusieurs restaurants et des étudiants participent au volet formation (<http://www.cenyc.org/HTMLGM/maingm.htm>).

### **Le programme scolaire UBC « Soil Salad Bar »**

Ce programme a impliqué dans le centre-ville de Vancouver des écoliers à la récolte et la préparation de leurs propres salade et autres légumes. UBC Farm est une exploitation de 40 hectares, gérée par des étudiants de l'Université de la C.B. (UBC). Elle intègre la gestion durable des terres et les pratiques de production alimentaire basée sur l'éducation, le développement communautaire, la recherche et l'innovation. UBC Farm tisse des liens avec des groupes communautaires et les quartiers, et est affilié avec les facultés de l'Université de sciences agricoles, des forêts et des sciences. <http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/2002/mr-02-68.html>

**Farm-to-University Food Service** : les services d'alimentation des écoles et des universités ont une forte influence sur les habitudes alimentaires et la santé des élèves. Le projet offre des possibilités pour augmenter les revenus des agriculteurs, soutenir l'économie locale et l'environnement, et améliorer les habitudes alimentaires des élèves. En achetant directement auprès des agriculteurs locaux, il aide les exploitants agricoles locaux à rester en activité dans l'économie locale. Chaque ferme du projet est unique pour le collège ou l'université où elle est rattachée. <http://www.farmtocollege.org/>.

### **En lien avec l'Accès**

**County Taste the Season** : est un distributeur-grossiste en produits alimentaires qui commercialise des aliments de la région du Sud-Est de l'Angleterre. Plus de

70 différentes entreprises alimentaires et de boissons indépendantes dans quatre comtés écoulent leurs produits grâce à cette coopérative locale de distribution alimentaire. Avec l'appui des comtés de Kent, Sussex, Surrey et Hampshire, l'entreprise est un exemple de partenariat public-privé réussi. <http://www.countyproduce.co.uk/>

### **Plan d'action alimentaire pour Ottawa (*Food Action Plan for Ottawa*)<sup>18</sup>**

#### **S'occupe de l'offre, de l'accès, du pouvoir d'achat, des connaissances ou des habiletés selon les cas**

Les projets du plan d'action alimentaire pour Ottawa sont élaborés dans les domaines suivants :

- Vers un milieu ottavien propice à l'allaitement;
- Des environnements alimentaires scolaires sains à Ottawa;
- Le revenu et le coût de la nourriture;
- La programmation communautaire pour une sécurité alimentaire,
- L'éducation aux aliments et la conscience connexe;
- OTranspo et l'accès aux aliments;
- L'accès aux aliments : planification et zonage;
- Des aliments sains dans les dépanneurs;
- Les jardins communautaires et l'agriculture urbaine sur les terrains de la commission de la capitale nationale (CCN);
- Les jardins communautaires sur les terrains privés et sur les terrains de la Ville d'Ottawa;
- La prévention de la contamination et la restauration des sols contaminés;
- Les paysages de plantes comestibles;
- Les poules dans les zones urbaines;
- Les abeilles dans les zones urbaines; et
- Un conseil de politiques alimentaires pour Ottawa.

A chacun des domaines correspond au moins un projet dont les informations détaillées sont rapportées à travers le lien ci-après.

<http://www.justfood.ca/foodforall/resource-category/local-food-policy/>

#### **Incitation des promoteurs d'épicerie à Chicago**

### **S'occupe principalement de l'offre et de l'accès**

Chicago est confrontée au phénomène des déserts alimentaires, à l'instar des autres grosses agglomérations urbaines de sa taille en Amérique du Nord<sup>3</sup>. Ces zones comprennent généralement les premiers faubourgs qui développés autour des vieilles villes plus riches durant les dernières décennies; leurs habitants ont un revenu moyen inférieur par rapport aux quartiers aisés. Dans les quartiers en questions, la vie commerçante de proximité dont entre autres les épiceries qui offrent les aliments de bonne santé (légumes et fruits, viande et produits laitiers) ne s'est pas développée. Ce facteur avec d'autres a conduit à l'établissement des déserts alimentaires. Les restaurants rapides (ex. McDonald) ont occupé l'espace pour offrir à la population incapable de se rendre loin, une nourriture riche en calorie et pauvre en nutriments (marais alimentaires). C'est pourquoi les autorités locales de la plupart des grosses agglomérations urbaines de l'Amérique du Nord sont engagées pour identifier et réduire les zones à risque de déserts/marais alimentaires. Le gouvernement de Chicago propose un programme de prêts pour les promoteurs d'épiceries (*grocery-anchored retail loan program*). Le programme est inscrit dans le plan stratégique de lutte contre la pauvreté, du développement et de l'accumulation de la richesse. Les aspects incitatifs du programme de prêts sont :

- un abattement maximum de 2.5 points en dessous des coûts réels du marché;
- un *loan-to-value ratios* élevé jusqu'à 95 % des coûts de développement;
- enfin, une annulation possible d'une partie de la dette.
- Pour se qualifier *Grocery-Anchored Retail Loan*, le promoteur doit :
- Être un entrepreneur reconnu de développement des centres commerciaux ou de projet de commerce mixte
- Présenter un projet viable de développement de commerce mixte ou d'épiceries complètes dans un quartier d'*Empowerment Zone* (EZ) ou d'*Enterprise Community* (EC) de la ville de Chicago (voir la carte dans le document original et les définitions ci-après).

Un quartier EZ urbain (développement urbain) ou rurale (ministère de l'agriculture),

doit :

- Avoir une population comprise entre 50.000 et 200.000 habitants;
- Etre une zone de pauvreté généralisée, de chômage et de détresse générale;
- Ne pas dépasser 20 miles carrés de superficie totale;
- Avoir une étendue continue, ou est composée d'au plus trois parcelles non contiguës;
- Etre entièrement situé dans la juridiction du gouvernement local;
- Ne pas inclure une partie d'un quartier central des affaires^.

En plus des caractéristiques d'un EZ autres que le nombre d'habitants, une entreprise communautaire (*Entreprise Community*) doit avoir une population maximale de 30000 et n'inclure aucun domaine de réserve indienne.

Une fois reconnu par l'administration locale, un EZ rural reçoit 40 millions de \$ de subventions des Services Block Grant (SSBG) (Title XX of the Social Security Act), pendant que l'EZ urbain reçoit 100 millions \$ chaque 2 années fiscales. Une EC rurale ou urbaine reçoit une subvention de 2.947.368 \$ chaque 2 année fiscale.

### **Politiques alimentaires à Toronto** <sup>20-23</sup>

#### **Vers un système durable de saines habitudes alimentaires à Toronto**<sup>20</sup>

#### **S'occupe de l'offre, de l'accès, des connaissances, du pouvoir d'achat et des habiletés**

D'après les auteurs, il y a un intérêt croissant pour la cuisine, le jardinage, les festivals gastronomiques, les marchés de producteurs, les magasins d'alimentation spécialisés, l'entrepreneuriat alimentaire, le bénévolat avec des projets alimentaires de proximité, l'apprentissage de la nutrition, le soutien des exploitations agricoles locales et la nourriture saine et durable. Toronto doit être une ville leader dans le nouvel élan de prise de conscience des nouveaux enjeux alimentaires liés à l'environnement et à la santé. Toronto qui abrite plus de 80 % des habitants de sa province doit être exemplaire dans la mise en place d'initiatives nouvelles de l'alimentation urbaine. Le nouveau système d'alimentation doit être fort, équitable et durable. Il doit relever de nouveaux

défis :

- le grossissement de la population par des nouveaux arrivants qui ont besoin que les aliments soient culturellement accessibles;
- la diminution du nombre de personnes qui ont accès à une automobile pour les courses;
- le vieillissement de la population.

Les objectifs sont :

- soutenir les Quartiers amis pour l'alimentation;
- s'assurer que l'alimentation est au centre de la nouvelle économie verte de Toronto;
- éliminer la faim à Toronto;
- lier la ville et la campagne à travers l'alimentation;
- responsabiliser les résidents ayant des compétences et des connaissances en alimentation ;
- exhorter les gouvernements fédéral et provincial pour établir des politiques alimentaires axés sur la santé.

Bilan et perspectives en bref de la politique alimentaire de Toronto

- Programmes d'animation publique sur l'alimentation : Les animateurs du *Toronto Community Food Animators* assistent les habitants des quartiers défavorisés à mettre en place des marchés d'aliments frais, des jardins collectifs et des cuisines communautaires. Les animateurs *Toronto Environment Office's Live Green Animators* contribuent à leur tour en incorporant des objectifs nutritionnels dans leurs programmes. Dans l'avenir, la ville envisage une étude des besoins et une expansion des programmes d'animation actuels dans tous les quartiers d'ici 2014.
- Pour intégrer les programmes alimentaires dans les activités des groupements/plateformes communautaires et des réseaux de voisinage : a ville en collaboration avec *United Way*, le secteur privé et les communautés sont équipés pour renforcer les cuisines collectives. Des équipes de réseautage de voisinage soutiennent les initiatives communautaires en alimentation. Dans le

futur, la ville en collaboration avec les autres parties prenantes, mettra en place des activités récréatives et de bibliothèques qui intègrent des programmes nutritionnels communautaires.

- Pour tirer les leçons des expériences actuelles, les services de parcs, de la foresterie et du loisir sont en train d’inventorier les programmes communautaires de jardinages et d’activités de cuisine; le *Toronto Community Housing* inventorie les cuisines dans ses édifices; le *Toronto Homes for Long-Term Care* inventorie les programmes alimentaires dans ses établissements.

Le document présente ainsi toutes les activités et programmes en cours et ceux à venir, pour chacun des 7 objectifs de la politique alimentaire.

*Toronto Food Strategy project (mise à jour)* <sup>23</sup> fait partie de la politique alimentaire de Toronto. Il est le fer de lance du Ministère de la Santé pour la lutte contre la malnutrition, en collaboration avec la ville, la communauté et autres parties prenantes de Toronto. Sans faire aucune mention spéciale à propos des personnes âgées, le projet comporte 6 orientations stratégiques :

- Mettre en place des quartiers agricoles amis;
- mettre l’alimentation au centre de l’économie verte;
- éliminer la faim;
- informer et former les habitants en matière d’alimentation;
- lier les villes aux alentours à travers l’alimentation;
- amener l’administration urbaine à penser à propos de l’alimentation.

*Food deserts and priority neighbourhoods in Toronto* <sup>22</sup> s’occupe principalement de l’offre et de l’accès. A l’instar des autres grosses agglomérations urbaines comme Chicago en Amérique du Nord, la ville de Toronto est confrontée au phénomène des déserts/marais alimentaires qui se sont installés dans les faubourgs intérieurs. La carte dans le document original montre les zones à très faible revenu et qui manquent d’épicerie comme à Chicago. Il faut noter toutefois que contrairement à Chicago où les quartiers EZ et CD sont plus denses, les quartiers prioritaires de Toronto sont mieux desservis par le transport en commun.

En 2008, le Conseil de santé de Toronto a approuvé le plan stratégique alimentaire de Toronto « *Toronto Food Strategy project* ». Le mandat du projet est de réfléchir à propos de la consommation des aliments gras, avoir une vision alimentaire audacieuse pour la ville et identifier des actions efficaces à mettre en œuvre pour le court terme et le long terme. L'accès et la distribution avec équité de la nourriture saine sont retenus comme prioritaires par le projet et le développement d'un transport adapté, comme première approche de solution.

Food Matters Manitoba<sup>24</sup> est un projet qui vise à augmenter la production de fruits et de légumes dans la province (**Offre**). Le projet invite tous les habitants des villes et des villages de Manitoba à transformer leurs parterres, jardins, champs et autres espaces en terres cultivables de produits alimentaires. Les meilleurs courent la chance de gagner un des deux prix valant chacun, 1 300 \$. Les conditions gagnantes sont définies de façon à augmenter la productivité de fruits et de légumes, et à promouvoir l'art de cultiver. Les promoteurs du projet sont des ONGs locales (*Winnipeg Harvest et Fruit Share Manitoba*).

### **Soutien des épiciers ruraux à Kansas<sup>25</sup>**

Dans ce document, les auteurs rappellent que les épiceries locales en zone rurale sont importantes dans la vie de la communauté : provision, emploi, rencontre. Ils rappellent que leur disparition progressive force les ruraux à se déplacer plus souvent ou à quitter définitivement les lieux. Ils discutent les raisons de cette disparition et les impacts négatifs sur les communautés locales. Ils en présentent les défis et les enjeux.

Les Prairies et l'Alsace sont confrontées à une importante et rapide diminution de leurs épiceries en zone rurale. Les auteurs parlent de zone alimentaire désertique (*desert food region*) pour les habitants qui vivent à un mille ou plus de la plus proche épicerie. Les causes sont multiples :

- diminution de la clientèle,
- défaut de la relève dans les affaires;
- modifications du marché qui a besoin d'un nombre de clients de plus en plus grand;

- concurrence des super-grossistes comme Wal-Mart ou Target;
- modifications de comportements des clients influencés par l'accès à l'auto, les autoroutes et la possibilité d'accès aux supermarchés depuis le lieu de travail.

L'impact de la fermeture d'une épicerie rurale sur la santé des populations va au-delà d'une simple faillite de commerce. Il est davantage marqué sur les personnes les plus vulnérables et qui ne peuvent se déplacer ou payer les frais d'un approvisionnement lointain, en plus de l'appauvrissement progressif de la localité. Les résultats d'enquêtes ont montré corrélation positive entre zone alimentaire désertique, pauvreté, malnutrition et mauvaise santé des populations. Les habitants de ces zones ont une consommation insuffisante de fruits et de légumes, de produits laitiers et de protéines.

Les épiceries rurales font face aux défis similaires à ceux connus par les populations et les petits commerçants du milieu rural :

- concurrence des super-grossistes;
- coûts d'exploitation élevés;
- rareté de la main-d'œuvre;
- marges bénéficiaires insuffisantes;
- taxes et autres règlementations gouvernementales;
- appui communautaire insuffisant.

Les exploitants des épiceries rurales accusent aussi les termes de contrat imposés par les fournisseurs : quantités élevées des commandes minimales, quota de remboursement élevé et pénalités en cas de manquement, et défaut de livraison à temps à cause de l'éloignement. L'Université de l'État de Kansas reformule le tout en 6 défis : concurrence des super-grossistes, charges élevées des coûts de l'énergie, obtenir un écoulement minimum viable, gérer les emplois, obtenir l'appui des communautés, et perte de repère par manque de modèle de propriétaire.

Toutefois d'après les résultats d'enquêtes, les épiceries rurales offrent les produits alimentaires à moindres coûts par rapport au reste du marché. *Le Centre for Engagement*

*and Community Development (CECD)* <sup>26</sup> a mis en place l'initiative locale pour l'épicerie *Local Grocery Initiative*, avec la collaboration de l'Université, du commerce et des organismes de l'État concernés. Le CECD et ses partenaires ont identifiés comme cibles potentielles 200 boutiques en zone rurale du Kansas desservant chacune moins de 2.000 habitants, avec lesquelles ils ont discuté de :

- comment fidéliser le consommateur local?;
- comment résister à la concurrence des super-grossistes?;
- quelles stratégies faut-il envisager face à l'écoulement minimum?;
- quel pourrait être le meilleur modèle d'affaire à adopter ?
- existe-t-il de stratégies alternatives pour alimenter les épiceries rurales?

Finalement, les principaux objectifs de l'initiative sont :

- créer un site web pour faciliter la circulation de l'information entre les épiciers ruraux;
- enquêter et rendre compte régulièrement sur les besoins et les préférences des consommateurs ruraux (commencé en 2008);
- composer une liste de bonnes pratiques en épiceries rurales;
- entamer la campagne « acheter/consommer local ».

### **Note : Évaluation de l'accessibilité alimentaire dans quelques villes**

**Montréal :** D'après une évaluation faite à l'aide du *géographique information systems* [GIS]<sup>27</sup>, les déserts alimentaires ne constituent pas un problème de santé publique à Montréal. Les efforts doivent être mis dans les études d'autres approches explicatives de la malnutrition, non à des politiques de promotion redistribution des supermarchés. Une autre étude où l'accessibilité est mesurée en plus pour les personnes qui n'ont pas accès à l'auto (dans un rayon de 500 m), conclut à l'existence de déserts alimentaires dans l'Île de Montréal, à des degrés variables d'un quartier à un autre<sup>28</sup>. Ces résultats discordants peuvent s'expliquer par les différences méthodologiques.

Saskatoon <sup>29</sup>: Le phénomène des déserts alimentaires est observé à Saskatchewan puisque seulement 45 % de ses habitants vivent à 1 km ou moins d'une épicerie. L'étude

a utilisé trois mesures de l'accès à la nourriture :

- proximité, comme étant la distance minimale qui sépare le centre du bloc de maisons au supermarché (épicerie) le plus proche;
- diversité : le nombre de supermarchés rencontrés pendant 15 mn de marche, à partir du centre du bloc de maisons;
- variété : la distance moyenne qui sépare le centre du bloc de maisons au supermarché le plus prêt pour différentes chaînes d'alimentation.

Le constat est préoccupant :

- 73 % des citoyens de Saskatoon habitent près d'un restaurant rapide;
- Dans certains quartiers, l'habitant se retrouve plus près d'un restaurant rapide qu'un restaurant ordinaire 59 fois plus souvent.

### **III. Conclusion et recommandations**

Plusieurs pays n'ont pas adopté des politiques nutritionnelles spécifiquement destinées aux personnes âgées. Cela pourrait s'expliquer par le fait que certains pays ont cherché à apporter des solutions aux problèmes de l'offre et de l'accès aux aliments sains et que les solutions à ces problèmes sont d'ordre général. Il y a aussi le retard pris dans la mise en œuvre des recommandations de la deuxième assemblée mondiale sur le vieillissement « Les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de promotion de l'agriculture doivent prendre en compte les conséquences du vieillissement en zone rurale » et « ...Assurer l'accès à une alimentation adéquate pour toutes les personnes âgées ».

Plusieurs politiques alimentaires mises en place ne sont pas évaluées avec des méthodes rigoureuses. Pour celles qui le sont, les résultats manquent de perspective temporelle puisque ce sont surtout des enquêtes transversales qui sont utilisées. Il faut préciser que ce type d'évaluation est en plein développement. On ne peut donc classer les politiques environnementales de sécurité alimentaire selon leur degré d'efficacité.

L'ensemble des politiques recensées permet de dégager quelques pistes d'action :

- S'occuper de toutes les étapes de la chaîne de l'alimentation, à l'aide d'interventions complémentaires : préservation des terres cultivables, promotion

- de la culture des aliments sains, promotion de l'agriculture urbaine et jardinage collectif;
- Promouvoir conformément aux potentialités existantes, les chaînes alimentaires qui rapprochent consommateurs et producteurs (ex. Slogan produire et consommer local);
  - Protéger les petits exploitants agricoles et les petites entreprises alimentaires contre les géants;
  - Promouvoir l'agriculture communautaire en zone rurale et urbaine;
  - Appuyer toutes les initiatives innovantes de la production à la consommation, qu'elles soient gérées par des structures formelles ou bien par le bénévolat;
  - Promouvoir le soutien politique des gouvernements municipal, régional et national dans l'harmonie;
  - Relier l'agriculture à la protection de l'environnement, à l'aide des techniques révolutionnaires durables;
  - Promouvoir le soutien communautaire par la concertation, la consultation et la participation;
  - Relier la participation des personnes âgées aux activités de planification et de mise en œuvre de la production à la distribution alimentaire, à leurs besoins en activité physique;
  - Prendre en compte les diversités culturelles dans tout le processus de la production à la consommation;
  - S'intéresser pour mieux cerner les problèmes alimentaires liés aux grands espaces et à la présence de communautés multiculturelles;
  - Collaborer avec les organismes internationaux et du sud, pour partager les expériences sur la lutte contre la pauvreté et la faim;

#### **IV. Références**

1. Québec. Le vieillissement à Laval. Le temps d'agir. Pour un vieillissement actif, le plus longtemps possible. Rapport de la directrice de santé publique de Laval. 2010.
2. NU New York. Déclaration politique et Plan d'action internationale de Madrid sur

- le vieillissement. Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement 2002. [http://social.un.org/index/Portals/0/ageing/documents/Fulltext\\_FR.pdf](http://social.un.org/index/Portals/0/ageing/documents/Fulltext_FR.pdf). 2003.
3. Santé Canada. Mesures de l'environnement alimentaire au Canada. [http://www.foodsecuritynews.com/resource-documents/MeasureFoodEnvironm\\_FR.pdf](http://www.foodsecuritynews.com/resource-documents/MeasureFoodEnvironm_FR.pdf). 2013.
  4. Strombeck R. Innovative Nutrition Programs for Older Adults. Common Problems and Innovative Solutions Riverside County Foundation on Aging 6296 Rivercrest Drive Suite K Riverside, CA 92507 (951) 776-7792 info@rcfoa.org 2005.
  5. NSW Centre for Public Health Nutrition. Improving Nutrition in NSW Series. Food Security Options Paper: A planning framework and menu of options for policy and practice interventions. ISBN 0 7 347 352 8. [http://sydney.edu.au/science/molecular\\_bioscience/cphn/pdfs/food\\_security.pdf](http://sydney.edu.au/science/molecular_bioscience/cphn/pdfs/food_security.pdf). 2003.
  6. Agence de la santé publique du Canada. Pratiques exemplaires . Sécurité alimentaires. <http://66.240.150.14/sujet/determinants/20/page/1/subpage/2>. 2013.
  7. Québec.. SeSS. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids. ISBN : 978-2-550-65845-0 (Troisième édition, version PDF). <http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2012/12-289-08W.pdf>. 2012.
  8. Welsh Assembly Government. The Strategy for Older People in Wales 2008-2013 Living Longer Living Better. <http://cymru.gov.uk/strategy/strategies/2166490/olderpeopleII.pdf?lang=en>. 2007.
  9. Gouvernement du Canada. Amélioration des compétences culinaires au Canada. Aperçu des pratiques prometteuses au Canada et à l'étranger. [http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/alt\\_formats/pdf/nutrition/child-enfant/cfps-acc-profil-apercu-fra.pdf](http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/alt_formats/pdf/nutrition/child-enfant/cfps-acc-profil-apercu-fra.pdf). 2010.
  10. République de Bulgarie. Council of Ministers. Food and Nutrition Action Plan. 2005 - 2010. 2013.

11. Strategic Inter-Governmental Nutrition Alliance (SIGNAL). Eat Well Australia An Agenda for Action for Public Health Nutrition. <http://www.nphp.gov.au/publications/signal/eatwell1.pdf>. 2001.
12. Australia Government. National Food Plan. Green Paper. [http://www.daff.gov.au/\\_data/assets/pdf\\_file/0003/2220888/Dietitians Association of Australia.pdf](http://www.daff.gov.au/_data/assets/pdf_file/0003/2220888/Dietitians_Association_of_Australia.pdf). 2012.
13. Bay Area Regional Health Inequalities Initiative (BAHII). Healthy Planning Policies A Compendium from California General Plans. [http://changelabsolutions.org/sites/default/files/Healthy Planning Policies Compendium FINAL %28CLS-20120530%29\\_090925.pdf](http://changelabsolutions.org/sites/default/files/Healthy_Planning_Policies_Compndium_FINAL_%28CLS-20120530%29_090925.pdf). 2012.
14. Jacinda Fairholm (LifeCycles). Urban Agriculture and Food Security Initiatives in Canada: A Survey of Canadian Non-Governmental Organizations. Cities Feeding People Series Report 25. 1998.
15. Zimmer M. Les enjeux des Jardins collectifs à Montréal. [http://www.ciriec.uqam.ca/pdf/numeros parus articles/3901/ES-3901-13.pdf](http://www.ciriec.uqam.ca/pdf/numeros_parus_articles/3901/ES-3901-13.pdf). 2008.
16. Cabinet Office. Food Matters Towards a Strategy for the 21st Century The Strategy Unit. [www.cabinetoffice.gov.uk/strategy/](http://www.cabinetoffice.gov.uk/strategy/). 2008.
17. health WP. Towards A Healthy Community Food System for Waterloo Region. . 2005.
18. Ottawa. Un plan d'action alimentaire pour Ottawa. [http://www.justfood.ca/foodforall/wp-content/uploads/documents/Un%20plan%20daction%20alimentaire%20pour%20Ottawa\\_2012.pdf](http://www.justfood.ca/foodforall/wp-content/uploads/documents/Un%20plan%20daction%20alimentaire%20pour%20Ottawa_2012.pdf). 2012.
19. Martin prosperity Institut. Food deserts, enterprise communities and empowerment zones in Chicago. <http://martinprosperity.org/images/stories/jmc/cache/mpi-food-deserts-enterprise-communities-and-empowerment-zones-in-chicago.pdf>. 2 010 b.
20. Toronto Public health. Cultivating Food Connections: Toward a Healthy and Sustainable Food System for Toronto. <http://wx.toronto.ca/inter/health/food.nsf/Resources/340ACEEDBF1B2D6085>

- [257738000B22F2/ \\$ file/Cultivating%20Food%20Connections%20report.pdf](http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2010/hl/bgrd/backgroundfile-27184.pdf).  
2010 b.
21. Toronto Public health. Cultivating Food Connections : Toward a Healthy and Sustainable Food System for Toronto. Appendix 1 <http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2010/hl/bgrd/backgroundfile-27184.pdf>. 2010a.
  22. Martin Prosperity Institut. Food deserts and priority neighbourhoods in Toronto. <http://martinprosperity.org/2010/06/15/food-deserts-and-priority-neighbourhoods-in-toronto/>. 2010a.
  23. Toronto Public health. Toronto Food Strategy Update. <http://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2010/hl/bgrd/backgroundfile-27183.pdf>. 2010c.
  24. Manitoba. Manitoba Garden makeover. An Edible Landscape Competition. <http://manitobagarden.com/>. 2013.
  25. Center for Rural Affairs. RURAL GROCERY STORES: IMPORTANCE AND CHALLENGES. <http://www.hungerfreecommunities.org/wp-content/uploads/2011/12/rural-grocery-stores.pdf>. 2010.
  26. Center for Engagement and Community Development (CECD). Rural grocery initiative . [www.ruralgrocery.org](http://www.ruralgrocery.org). <http://www.k-state.edu/cecd/initiatives/grocerystore.html>.
  27. Apparicio P CM, Shearmur R.,. The case of Montreal's missing food deserts: evaluation of accessibility to food supermarkets. International Journal of Health Geographics. 6:4. <http://www.ij-healthgeographics.com/content/pdf/1476-072X-6-4.pdf>. 2007.
  28. ASSS de Montréal. Les disparités dans l'accès à des aliments santé à Montréal. Une étude géomatique, Montréal, 16 p. [http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx\\_asssmpublications/2-89494-516-7.pdf](http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/2-89494-516-7.pdf). 2006.
  29. Public Health Observatory. Food Access in Saskatoon. [http://www.saskatoonhealthregion.ca/your\\_health/documents/PHO/CommunityFoodAccessReport\\_TwoPgSummary.pdf](http://www.saskatoonhealthregion.ca/your_health/documents/PHO/CommunityFoodAccessReport_TwoPgSummary.pdf). 2010.

